

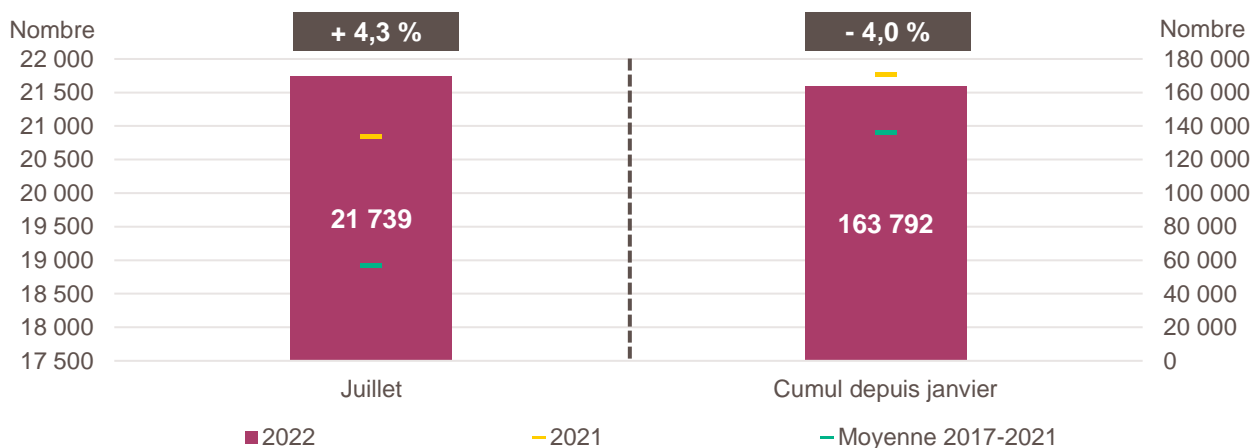
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE JUILLET 2022

Avertissement : à compter de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises. Les données de cette publication ne sont donc pas comparables à celles des productions précédentes pour le mois concerné

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en juillet 2022 et cumul depuis le début de l'année



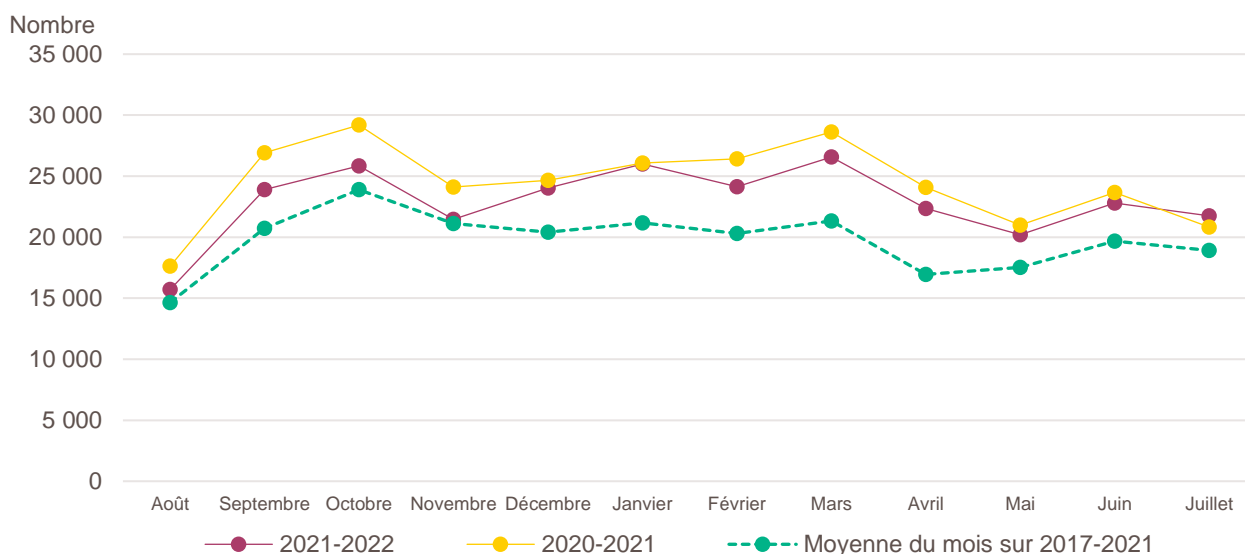
Lecture de la partie gauche : en juillet 2022, 21 739 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 4,3 % par rapport aux 20 835 de juillet 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 18 922 pour le mois de juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2022 s'élève à 163 792, soit - 4 % par rapport aux 170 672 de janvier à juillet 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 135 876 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en août 2020, 17 623 entreprises ont été créées en Île-de-France contre 15 711 en août 2021 et 14 647 en moyenne pour les mois de août 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Activités secondaires	2 009	36,1	+ 16,1	+ 4,8
Industrie	499	50,9	+ 13,2	+ 3,3
Construction	1 510	31,3	+ 17,1	+ 5,4
Activités de type commerce	4 427	46,6	- 1,3	- 12,9
Commerce de détail	1 776	39,4	- 8,0	- 18,1
Commerce de gros	721	37,6	+ 0,3	- 7,6
Commerce de bouche ^a	40	25,0	- 4,8	- 8,0
Commerce et réparation automobiles	328	39,3	+ 12,7	- 6,5
Hébergement	64	20,3	+ 48,8	+ 34,2
Restauration	426	25,8	- 1,2	- 35,5
Services en direction des personnes	1 072	77,6	+ 4,2	+ 5,0
Activités de type services	15 303	59,1	+ 4,7	- 2,2
Immobilier	784	26,5	+ 4,4	+ 0,5
Transports et entreposage	2 055	69,8	- 23,1	- 43,1
Activités scientifiques et techniques	5 664	70,8	+ 15,1	+ 17,5
Activités de soutien aux entreprises	1 436	50,0	+ 34,5	+ 16,4
Information et communication	1 803	54,6	+ 3,4	+ 6,2
Enseignement	1 015	74,4	+ 10,7	+ 11,4
Arts, spectacles et activités récréatives	664	61,3	+ 1,2	+ 17,9
Santé humaine et action sociale ^b	891	51,4	- 9,8	+ 12,7
Activités financières et d'assurance	991	7,6	+ 10,5	+ 6,4
Activités des sociétés holding	332	0,0	- 5,7	+ 6,3
Total Île-de-France	21 739	54,5	+ 4,3	- 4,0

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

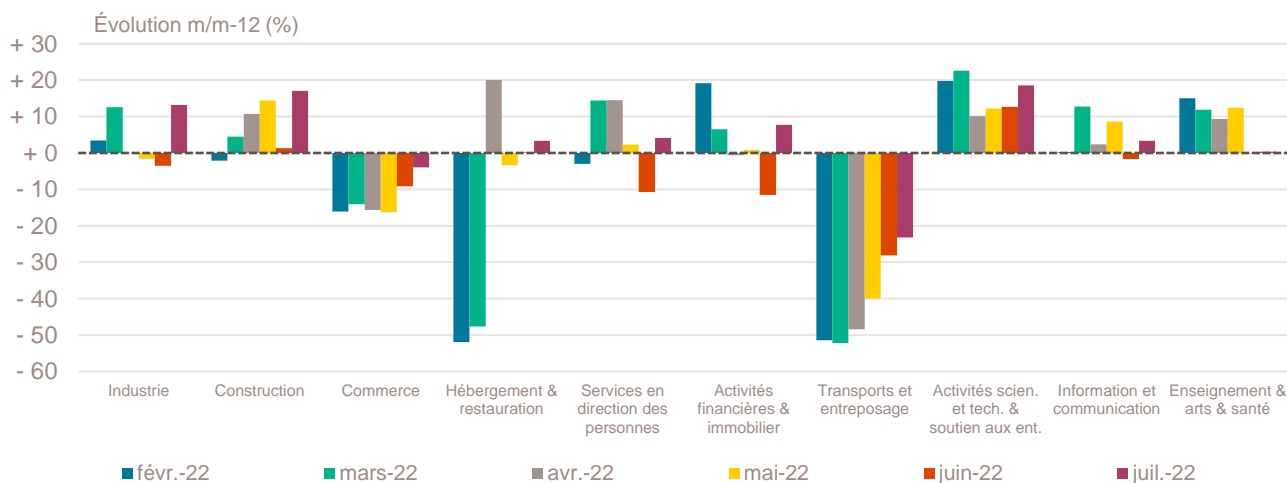
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en juillet 2022, 499 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 50,9 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 13,2 % par rapport à juillet 2021 et un nombre cumulé sur janvier-juillet 2022 en hausse de + 3,3 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Variations du nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité en Île-de-France



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

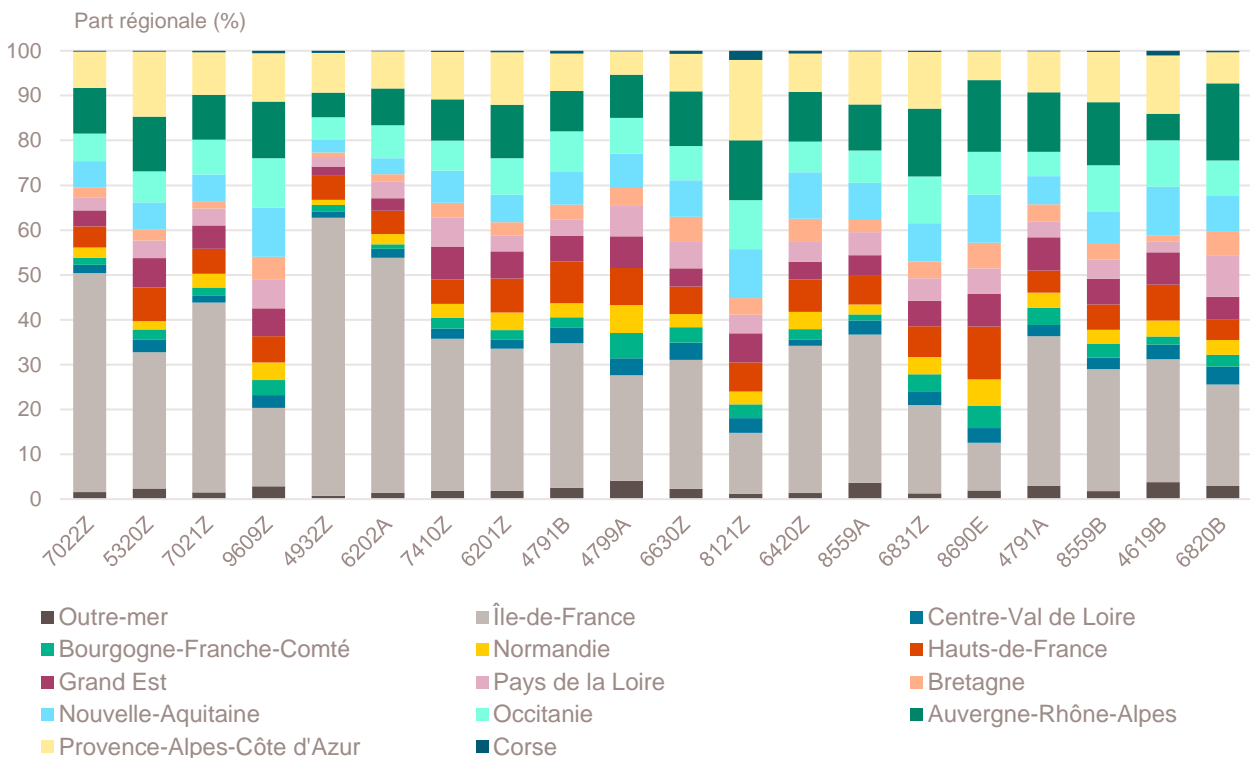
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	3 118	72,8	+ 29,3
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	1 153	92,6	- 38,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	756	90,6	+ 15,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	612	89,2	+ 0,2
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	610	41,1	+ 18,7
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	600	44,5	+ 16,1
7410Z-Activités spécialisées de design	542	77,7	+ 1,9
6201Z-Programmation informatique	502	66,1	+ 3,3
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	481	54,7	+ 5,5
4799A-Vente à domicile	403	2,7	+ 0,8
6630Z-Gestion de fonds	376	0,0	+ 19,4
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	334	73,1	+ 28,0
6420Z-Activités des sociétés holding	332	0,0	- 5,7
8559A-Formation continue d'adultes	318	47,2	+ 42,0
6831Z-Agences immobilières	308	64,3	- 1,9
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	291	59,1	- 10,5
4791A-Vente à distance sur catalogue général	291	59,5	- 15,2
8559B-Autres enseignements	276	84,8	- 11,0
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	262	79,8	+ 3,1
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	249	2,8	+ 6,9

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

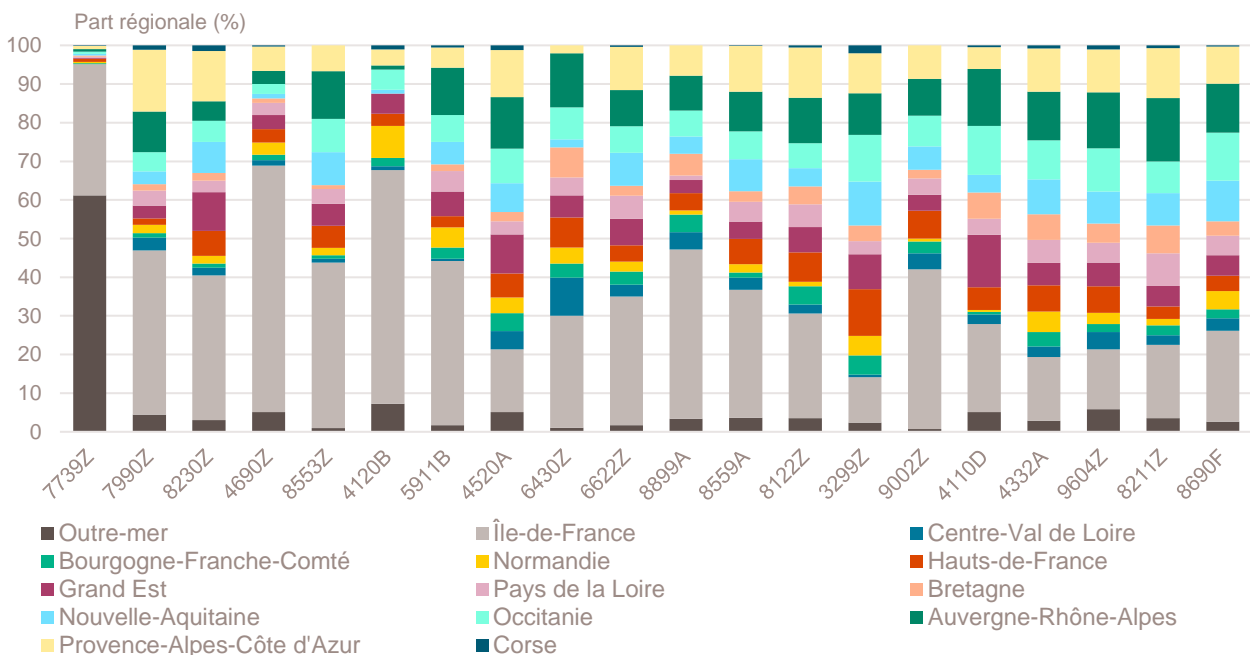
Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	244	0,8	+ 398,0
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	77	98,7	+ 185,2
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	75	62,7	+ 87,5
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	223	9,9	+ 77,0
8553Z-Enseignement de la conduite	45	64,4	+ 73,1
4120B-Construction d'autres bâtiments	58	8,6	+ 61,1
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	73	65,8	+ 58,7
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	120	42,5	+ 53,8
6430Z-Fonds de placement et entités financières similaires	56	0,0	+ 51,4
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	78	26,9	+ 50,0
8899A-Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	39	100,0	+ 44,4
8559A-Formation continue d'adultes	318	47,2	+ 42,0
8122Z-Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	46	21,7	+ 39,4
3299Z-Autres activités manufacturières n.c.a.	35	77,1	+ 34,6
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	109	83,5	+ 34,6
4110D-Supports juridiques de programmes	94	0,0	+ 34,3
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	80	55,0	+ 33,3
9604Z-Entretien corporel	88	80,7	+ 31,3
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	160	56,3	+ 31,1
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	152	85,5	+ 31,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 34,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

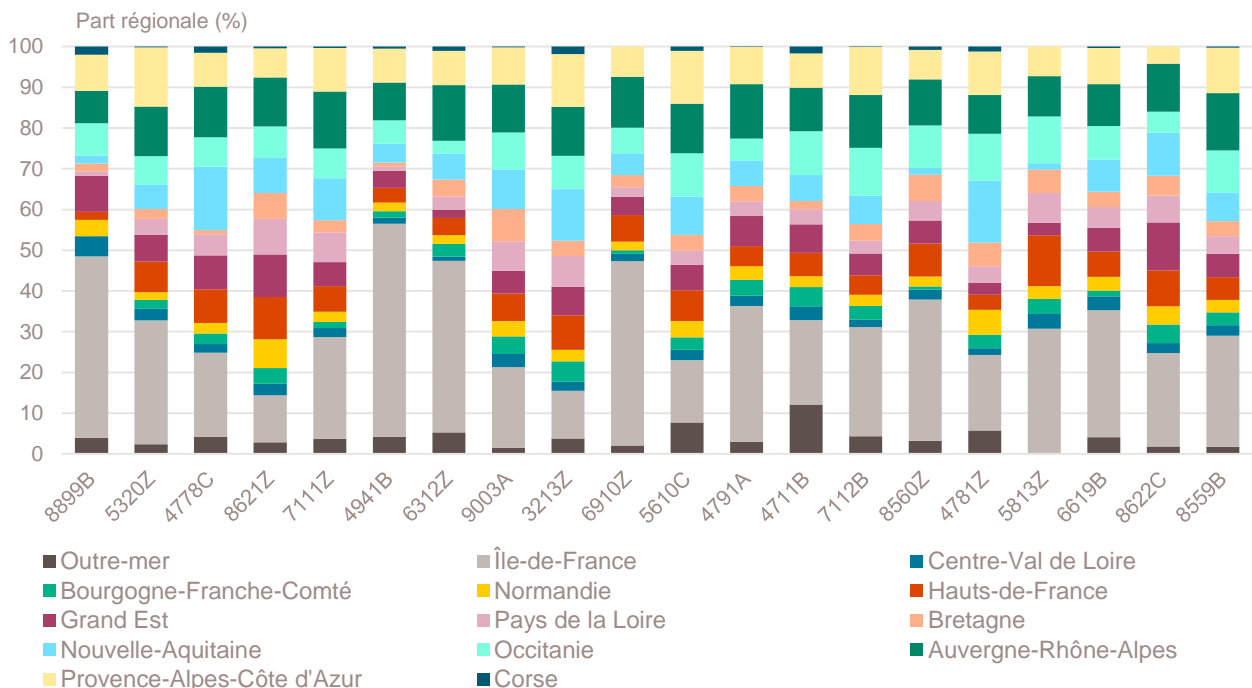
Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %
8899B-Action sociale sans hébergement n.c.a.	45	88,9	- 65,6
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	1 153	92,6	- 38,0
4778C-Autres commerces de détail spécialisés divers	40	25,0	- 36,5
8621Z-Activité des médecins généralistes	49	0,0	- 31,9
7111Z-Activités d'architecture	68	58,8	- 31,3
4941B-Transports routiers de fret de proximité	101	4,0	- 30,3
6312Z-Portails Internet	40	25,0	- 25,9
9003A-Création artistique relevant des arts plastiques	117	17,1	- 23,5
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	37	91,9	- 17,8
6910Z-Activités juridiques	152	13,8	- 16,5
5610C-Restauration de type rapide	203	17,2	- 15,4
4791A-Vente à distance sur catalogue général	291	59,5	- 15,2
4711B-Commerce d'alimentation générale	62	6,5	- 15,1
7112B-Ingénierie, études techniques	196	57,7	- 14,4
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	43	90,7	- 14,0
4781Z-Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	45	53,3	- 13,5
5813Z-Édition de journaux	59	91,5	- 11,9
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	91	52,7	- 11,7
8622C-Autres activités des médecins spécialistes	76	2,6	- 11,6
8559B-Autres enseignements	276	84,8	- 11,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 34,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Entreprises individuelles	13 640	62,7	+ 1,9	- 8,7
Micro-entrepreneurs	11 840	54,5	+ 4,0	- 9,1
Entreprises individuelles classiques	1 800	8,3	- 10,1	- 6,5
Sociétés	8 099	37,3	+ 8,8	+ 6,4
SARL & EURL	1 505	6,9	+ 7,7	+ 8,6
SAS & SASU	5 869	27,0	+ 5,1	+ 6,0
SCI	3	0,0	- 25,0	- 32,0
Autres ^a	722	3,3	+ 58,0	+ 4,9
Total Île-de-France	21 739	100,0	+ 4,3	- 4,0

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le type de la commune d'implantation

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---
Rurale périphérique très peu dense	42	0,2	+ 44,8	- 3,2
Rurale périphérique peu dense	383	1,8	+ 10,4	+ 0,8
Bourg	0	0,0	---	---
Petite ville	211	1,0	- 7,0	- 4,7
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---
Urbaine dense	1 496	6,9	+ 8,0	- 4,1
Urbaine très dense	19 607	90,2	+ 4,0	- 4,1
Total Île-de-France	21 739	100,0	+ 4,3	- 4,0

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	22	0,1	+ 57,1	+ 27,6
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	584	2,7	- 2,3	- 1,6
Petites villes de demain (PVD)	319	1,5	+ 3,6	- 3,6
Actions cœur de ville (ACV)	956	4,4	+ 10,4	- 7,7

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Auvergne-Rhône-Alpes	9 686	57,4	- 4,0	- 0,8
01 - Ain	673	58,7	- 2,9	+ 3,3
03 - Allier	330	53,6	+ 4,1	+ 1,8
07 - Ardèche	357	54,6	- 5,3	+ 5,4
15 - Cantal	106	51,9	- 0,9	+ 4,6
26 - Drôme	528	53,4	- 13,3	- 2,5
38 - Isère	1 437	62,2	- 2,5	- 1,3
42 - Loire	760	55,0	- 16,3	- 0,3
43 - Haute-Loire	245	44,9	+ 23,7	+ 8,3
63 - Puy-de-Dôme	730	51,6	+ 2,7	- 1,9
69 - Rhône	2 958	58,5	- 4,1	- 1,1
73 - Savoie	571	58,8	- 0,2	- 0,6
74 - Haute-Savoie	991	59,4	- 5,0	- 4,4
Bourgogne-Franche-Comté	2 537	53,4	+ 1,9	- 5,2
21 - Côte-d'Or	569	52,2	+ 0,5	- 8,2
25 - Doubs	496	46,4	- 0,4	- 4,7
39 - Jura	251	49,8	+ 19,0	- 1,1
58 - Nièvre	148	62,8	- 3,3	+ 0,4
70 - Haute-Saône	192	50,0	+ 9,1	+ 5,6
71 - Saône-et-Loire	441	56,7	- 8,3	- 7,2
89 - Yonne	321	62,0	+ 13,8	- 4,7
90 - Territoire-de-Belfort	119	55,5	- 2,5	- 15,1
Bretagne	3 065	50,1	+ 0,5	+ 2,2
22 - Côtes-d'Armor	540	50,2	+ 11,8	+ 4,7
29 - Finistère	735	50,2	- 3,8	+ 2,1
35 - Ille-et-Vilaine	1 108	47,9	- 1,3	- 0,1
56 - Morbihan	682	53,5	+ 0,4	+ 4,6
Centre-Val de Loire	2 278	55,9	- 1,7	- 0,5
18 - Cher	230	50,9	- 8,0	- 4,7
28 - Eure-et-Loir	358	53,4	+ 0,6	+ 0,4
36 - Indre	166	51,2	+ 1,2	- 5,5
37 - Indre-et-Loire	634	56,8	+ 0,8	- 1,3
41 - Loir-et-Cher	289	55,0	+ 17,5	+ 10,3
45 - Loiret	601	60,2	- 10,6	- 1,5
Corse	498	61,8	- 2,7	+ 5,4
2A - Corse-du-Sud	254	62,2	- 14,2	+ 10,0
2B - Haute-corse	244	61,5	+ 13,0	+ 0,6
Grand Est	4 945	58,4	- 2,7	- 3,7
08 - Ardennes	178	63,5	- 12,3	+ 4,3
10 - Aube	328	55,2	+ 18,8	- 4,0
51 - Marne	624	62,8	+ 8,1	- 2,2
52 - Haute-Marne	106	47,2	- 15,2	- 1,9
54 - Meurthe-et-Moselle	607	61,9	- 13,0	- 7,9
55 - Meuse	100	56,0	- 16,0	- 2,4
57 - Moselle	825	57,8	- 0,7	- 3,4
67 - Bas-Rhin	1 189	54,9	- 1,2	- 0,4
68 - Haut-Rhin	677	62,8	+ 0,3	- 10,4
88 - Vosges	311	53,4	- 17,1	- 1,4

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Hauts-de-France	5 337	58,8	+ 0,0	- 5,7
02 - Aisne	336	60,7	- 8,7	- 8,7
59 - Nord	2 719	57,3	+ 0,8	- 8,1
60 - Oise	781	62,6	+ 4,8	- 0,8
62 - Pas-de-Calais	1 046	60,1	- 3,5	- 4,0
80 - Somme	455	56,7	+ 3,4	- 0,2
Île-de-France	21 739	54,5	+ 4,3	- 4,0
75 - Paris	6 808	42,1	+ 3,9	+ 0,6
77 - Seine-et-Marne	1 856	64,1	+ 5,7	- 6,5
78 - Yvelines	1 865	63,9	+ 0,7	- 8,4
91 - Essonne	1 704	60,2	+ 7,8	- 4,2
92 - Hauts-de-Seine	2 711	53,3	+ 2,5	- 3,2
93 - Seine-Saint-Denis	2 717	58,3	+ 1,6	- 6,3
94 - Val-de-Marne	2 141	62,7	+ 6,8	- 5,6
95 - Val-d'Oise	1 937	61,9	+ 9,7	- 8,1
Normandie	2 762	54,1	- 7,3	- 6,3
14 - Calvados	709	50,1	+ 0,9	- 8,8
27 - Eure	465	58,7	- 6,6	+ 1,8
50 - Manche	350	53,7	+ 3,9	- 4,3
61 - Orne	218	55,5	- 12,4	- 1,8
76 - Seine-Maritime	1 020	54,6	- 14,4	- 9,5
Nouvelle-Aquitaine	6 772	59,8	- 7,9	- 2,1
16 - Charente	300	59,7	- 10,4	- 0,4
17 - Charente-Maritime	737	62,8	- 6,2	- 0,5
19 - Corrèze	222	62,2	+ 15,6	- 3,2
23 - Creuse	85	65,9	+ 7,6	- 4,7
24 - Dordogne	399	60,4	- 10,9	- 5,3
33 - Gironde	2 358	60,4	- 11,9	- 3,6
40 - Landes	472	57,0	- 11,3	- 0,1
47 - Lot-et-Garonne	297	58,6	- 7,2	- 0,1
64 - Pyrénées-Atlantiques	855	59,6	- 7,8	+ 0,4
79 - Deux-Sèvres	297	53,2	+ 15,1	- 0,2
86 - Vienne	411	59,6	- 0,2	+ 6,7
87 - Haute-Vienne	339	56,3	- 12,2	- 11,3
Occitanie	7 402	60,2	- 3,9	- 3,4
09 - Ariège	160	63,8	- 1,2	+ 1,0
11 - Aude	455	65,3	+ 1,3	+ 3,6
12 - Aveyron	262	58,4	- 1,1	+ 1,3
30 - Gard	874	60,4	- 2,3	- 0,6
31 - Haute-Garonne	1 977	60,0	- 2,1	- 8,4
32 - Gers	177	61,0	- 14,5	- 2,9
34 - Hérault	1 777	58,4	- 8,0	- 4,5
46 - Lot	168	53,0	- 16,4	+ 0,7
48 - Lozère	58	53,4	- 7,9	- 10,1
65 - Hautes-Pyrénées	205	65,4	- 4,2	+ 0,9
66 - Pyrénées-Orientales	589	60,8	- 7,1	- 0,5
81 - Tarn	410	58,8	+ 4,9	- 0,1
82 - Tarn-et-Garonne	290	65,2	+ 5,8	- 2,0

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2021-2022 %	Évolution janvier à juillet 2021-2022 %
Pays de la Loire	3 892	57,0	- 0,9	- 3,6
44 - Loire-Atlantique	1 690	57,9	- 4,9	- 5,0
49 - Maine-et-Loire	817	57,2	- 0,8	- 5,0
53 - Mayenne	249	50,6	- 4,2	- 8,9
72 - Sarthe	453	57,8	+ 10,0	- 0,2
85 - Vendée	683	56,1	+ 4,8	+ 1,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 739	64,5	+ 5,2	+ 0,1
04 - Alpes-de-Haute-Provence	196	61,2	- 5,8	+ 3,6
05 - Hautes-Alpes	229	64,2	+ 27,9	+ 9,9
06 - Alpes-Maritimes	2 158	66,7	+ 1,7	+ 4,8
13 - Bouches-du-Rhône	3 637	63,8	+ 9,6	- 2,6
83 - Var	1 709	63,4	+ 3,6	- 0,5
84 - Vaucluse	810	64,8	- 2,9	- 2,1
France métrop. hors Île-de-France	57 913	58,5	- 2,1	- 2,3
France métropolitaine	79 652	57,4	- 0,4	- 2,8
France d'outre-mer	2 917	41,5	+ 15,7	+ 4,6
971 - Guadeloupe	603	46,6	- 1,6	+ 12,7
972 - Martinique	865	22,9	+ 69,6	- 0,6
973 - Guyane	289	47,4	+ 2,8	+ 9,3
974 - La Réunion	1 018	54,0	+ 4,4	+ 4,1
976 - Mayotte	142	31,0	- 0,7	- 5,1
France entière	82 569	56,9	+ 0,1	- 2,6

Lecture : en juillet 2022, 3 892 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 57 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 0,9 % par rapport à juillet 2021. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-juillet 2022 a baissé de - 3,6 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 30/08/2022.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de juillet 2022. Bpifrance Création, août 2022 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.